



Mai 2022

CH++ demande la création d'un Département fédéral de la technologie

Après l'acceptation très nette de l'initiative parlementaire "Améliorer la concordance avec neuf conseillers fédéraux" par le Conseil national, le projet est actuellement à l'étude au Conseil des Etats. C'est probablement le 31 mai prochain qu'il décidera si les électrices et électeurs auront une chance historique de se prononcer sur un élargissement horizontal du Conseil fédéral.

En tant qu'organisation de la société civile luttant pour une plus grande capacité d'action de la politique et de l'administration suisses grâce à la technologie et à la science, CH++ est convaincue que ce tournant est indispensable pour améliorer la capacité d'action et la résistance aux crises de la Suisse.

L'évolution rapide de la technologie et de la science place le pays devant des défis sans précédent. En très peu de temps, les réseaux sociaux ont massivement gagné en influence sur la communication et les médias ; les algorithmes prennent des décisions et accélèrent l'automatisation ; les intelligences artificielles génèrent des contenus qui ne peuvent plus être distingués de ceux produits par les humains ; les cyberattaques représentent un énorme risque pour la sécurité, de la paralysie des services de base à la publication de données très sensibles sur les citoyennes et citoyens.

Que ce soit dans le monde du travail, dans le secteur de la santé, sur les marchés financiers ou dans l'administration, *les changements sont rapides, profonds et permanents - et ils vont s'accélérer*. C'est la raison pour laquelle il ne faut plus repousser les réformes institutionnelles importantes.

CH++ est convaincue

- **que la Suisse a besoin d'un Département fédéral de la technologie pour faire face aux défis technologiques massifs ;**
- **que l'élargissement horizontal du Conseil fédéral à neuf membres, nécessaire à cet effet, correspond au principe fondamentalement suisse qui consiste à répartir les responsabilités sur plusieurs épaules afin d'éviter la concentration des pouvoirs.**



L'administration suisse présente aujourd'hui en de nombreux endroits un déficit technologique pouvant atteindre deux décennies. Ce retard d'une génération constitue une menace pour la prospérité, la démocratie et la liberté. *Sans une infrastructure ultramoderne et technologiquement agile, il n'y a déjà aujourd'hui pas de sécurité, pas de confiance, et pas d'innovation dans l'espace numérique.* Même si la pandémie a mis en évidence de manière symptomatique le déficit technologique de l'administration - de la débâcle des fax aux lacunes massives en matière de sécurité -, il serait erroné d'identifier le retard uniquement dans le domaine de la santé. Ces dernières années, on a certes tenté de tenir compte de cette évolution ; mais on en est resté à des solutions en demie-teinte. Ainsi, la Suisse a un Office fédéral de l'informatique qui dépend du Département des finances ; la Chancellerie fédérale - l'état-major du Conseil fédéral - tente de faire avancer l'administration numérique ; le futur office fédéral de la cybersécurité sera rattaché soit au Département de justice et police, soit au Département de la défense, de la protection de la population et des sports, soit au Département des finances. Ce mélange hétéroclite de tâches technologiques essentielles dans des domaines de responsabilité différents et souvent inappropriés montre ce qui manque structurellement : *un département autonome pour la technologie dans lequel ces activités pourraient être regroupées.*

Les compétences technologiques doivent être développées dans tous les services et à tous les niveaux de l'État, mais cela n'est pas tout - les changements technologiques sont trop rapides et trop profonds, et nécessitent un regroupement des compétences et des ressources sous la forme d'un département fédéral de la technologie.

Une Suisse prospère et libre à l'avenir est impensable sans un regroupement des compétences technologiques. L'accélération continue du développement technologique rend donc un tel département indispensable.

A propos de CH++

L'organisation de la société civile CH++, fondée en 2021, s'engage pour la capacité d'action que la politique et l'administration suisses grâce à la technologie et à la science. Font partie du comité: Esther-Mirjam de Boer, Hannes Gassert, Marcel Salathé, Olga Baranova, Serge Bignens et Nathalie Klauser. Pour en savoir plus : <https://chplusplus.org/fr/>